

RAPPORT FINANCIER

2024



Claudia BERTHELIER
Directrice de l'association

Pôle de Services Montaigu
24, rue du Colonel Picot 77000 MELUN

☎ 01.64.52.24.48

Table des matières

1	Contexte de l'exercice comptable 2024	3
2	Les produits d'exploitation.....	4
2.1	Le département	4
2.2	Les subventions communales	5
2.3	Les produits issus de l'activité caisse de retraite	8
•	2 028 € de prestations relatives au contrôle de l'effectivité des plans d'aide auprès des bénéficiaires, mission commandée par la CNAV,	8
2.4	Subventions diverses	9
2.5	Prestation de Compensation du Handicap (PCH).....	10
3	Les charges d'exploitation	10
3.1	La politique d'achats	11
3.2	Achats non stockés	11
3.2.1	Electricité	11
3.2.2	Carburant.....	11
3.2.3	Petits équipements et fournitures administratives	12
3.3	Les services extérieurs.....	12
3.3.1	Les charges de location immobilière.....	12
3.3.2	Location de matériel.....	12
3.3.3	Entretien et réparation	13
3.3.4	Entretien immobilier	13
3.3.5	Entretien du matériel de transport	13
3.3.6	Assurance	13
3.4	Autres services extérieurs	14
3.5	Les impôts et taxes	14

3.6	Salaires et traitement	14
3.7	Les charges sociales.....	15
4	Conclusion et perspectives 2024	16

1 Contexte de l'exercice comptable 2024

L'exercice budgétaire 2024 a été élaboré dans un contexte de vigilance, marqué par une volonté de contenir les charges allant parfois jusqu'à devoir renier sur certains de nos besoins.

Cette orientation découle en partie des conditions de clôture de l'exercice 2023, qui avait été établi en tenant compte d'une subvention exceptionnelle de près de 24 000 euros, promise par le Département. Toutefois, ce versement n'est intervenu qu'au mois de novembre, laissant place à une incertitude au cours des mois précédents.

Si l'année 2024 n'a pas donné lieu à de nouvelles revalorisations salariales issues de la convention collective de la branche de l'aide à domicile, notre expérience des années précédentes nous a invité à la prudence. En effet, nous avons dû faire face successivement à plusieurs avenants ayant entraîné une hausse significative des coûts de personnel :

- L'**avenant 43**, appliqué au 1er octobre 2021, a procédé à une revalorisation complète des grilles salariales ;
- L'**avenant 51**, entré en vigueur au 1er janvier 2022, a porté la valeur du point de 5,50 à 5,51 ;
- L'**avenant 52**, au 1er juillet 2022, de 5,51 à 5,62 ;
- L'**avenant 54**, au 1er août 2022, de 5,62 à 5,77.

Ces revalorisations, bien accueillies pour ce qu'elles représentent en matière de reconnaissance salariale pour les professionnels du secteur, suscitent néanmoins une inquiétude quant à leur financement. Ces augmentations sont censées être prises en charge par nos financeurs. Dans les faits, elles ne sont pas toujours budgétées. Le soutien financier tarde parfois à suivre, fragilisant les structures associatives concernées.

Cette inquiétude a été renforcée par les difficultés financières de notre principal financeur, le Conseil Départemental de Seine-et-Marne, qui a publiquement alerté sur sa situation budgétaire tendue en installant des banderoles sur ses bâtiments et ronds-points, signalant la mise en péril des services publics.

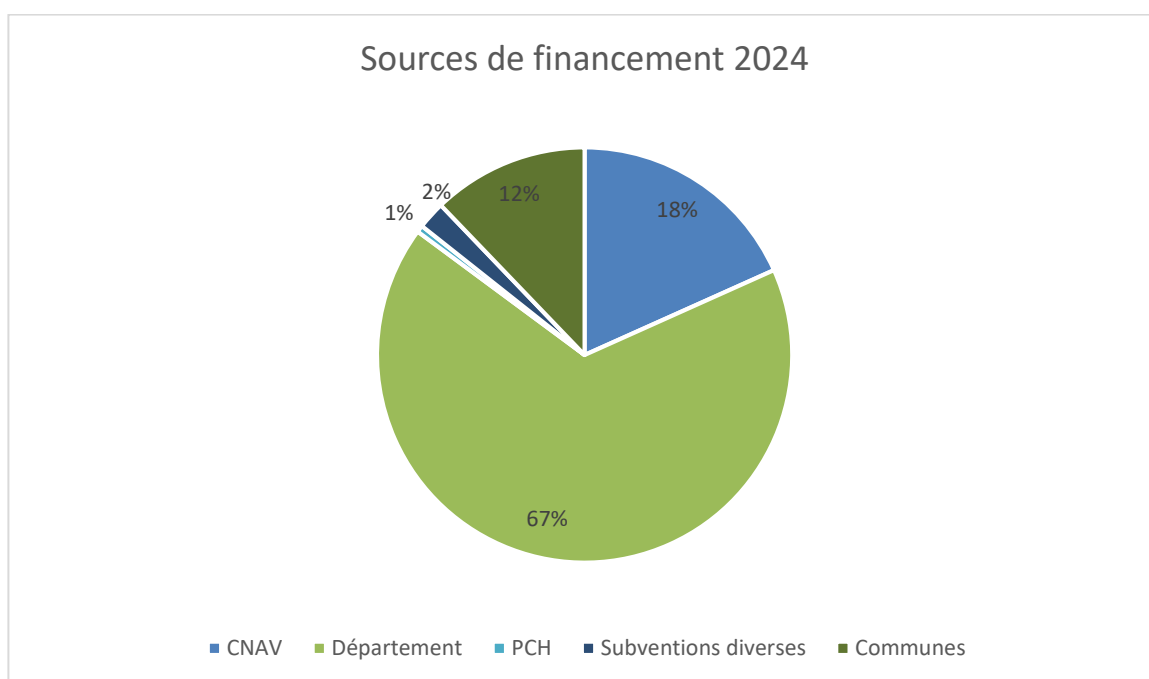
Rappelons que la santé financière de l'association repose non seulement sur l'engagement du Conseil Départemental, mais également sur les contributions volontaires de nos communes partenaires et des recettes issues de notre activité conventionnée avec les caisses de retraite.

Sans cette combinaison de ressources, l'équilibre budgétaire nécessaire à la continuité de nos missions ne serait plus assuré.

Dans un contexte incertain, notre prudence, combinée à l'augmentation de notre activité liée à la caisse de retraite, se traduit paradoxalement par un résultat d'exercice très positif. L'année se solde en effet par un excédent de 57 882 euros, avec 537 355 euros de produits pour 479 473 euros de charges.

2 Les produits d'exploitation

Le budget de l'association RIVAGE Autonomie repose sur plusieurs sources de financement réparties comme suit :



2.1 Le département

La subvention départementale perçue cette année s'élève à 373 666 €. Toutefois, seuls 349 735 € sont comptabilisés au titre de l'exercice 2024, conformément à la répartition décidée : 349 735 € affectés à 2024 et 23 931 € à l'exercice 2023.

La subvention départementale a été revalorisée en 2024, passant de 249 000 € à 294 338 €, hors prise en compte des avenants qui font l'objet d'une négociation distincte.

Par ailleurs, le CPOM a été suspendu en novembre d'année, en prévision de la loi du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir et de l'autonomie. Cette loi introduit diverses mesures destinées à lutter contre l'isolement des personnes âgées et prévoit notamment la création des Services Publics Départementaux de l'Autonomie (SPDA). À ce jour, nous nous questionnons sur la place de notre service dans cette nouvelle configuration territoriale en cours de déploiement.

2.2 Les subventions communales

COMMUNE	2024	2023
MELUN	19 000	18 112
BOISSETTES	184	
LA ROCHETTE	1 700	1 700
VAUX LE PENIL	4 995	4 995
RUBELLES	1 274	1 274
LE MEE SUR SEINE	9 413	9 413
LIVRY	981	981
DAMMARIE LES LYS	9 958	9 958
SAINT GERMAIN LAXIS	700	700
VERT SAINT DENIS	3 707	
MOISSY CRAMAYEL	500	1 000
SAINT FARGEAU PONTIERY	2 000	1 500
CHARTRETTES	1 144	1 144
NANDY	1 300	1 300
BOISSISE LA BERTRAND	516	516
FONTENAILLES		473
QUIERS	300	300
SAINT OUEN EN BRIE	375	375
BOMBON	432	432
MORMANT	2 500	2 500
GRANDPUIT	500	500
SOIGNOLLES	900	900
GRISY SUISNES	800	
COUBERT	500	
TOTAL	63 679	58 073

Le montant total des contributions versées par les communes à notre association est passé de 58 073 € en 2023 à 63 679 € en 2024, soit une augmentation de 9,65 %.

La commune de Melun a ainsi augmenté sa participation de 4,9 %, soit une hausse de 888 €. À Saint-Fargeau-Ponthierry, la contribution est passée de 1 500 € à 2 000 €, soit une revalorisation de 33,33 %. Celle-ci s'inscrit dans un contexte local particulier : la commune a connu une vacance de poste d'assistant social pendant plus d'un an, et nous avons répondu à ses besoins dans la limite de notre champ d'intervention.

Notons l'apparition de quatre nouvelles communes apparaissent contributrices à nos financements : Vert-Saint-Denis, Grisy-Suisnes, Boissettes et Coubert, avec des montants respectifs de 3 707 €, 800 €, 184 € et 500€. Dans le cas de Vert-Saint-Denis, il s'agit en réalité d'une reprise de versement. La commune a toujours été impliquée dans le financement de notre association, mais avait dû suspendre temporairement sa participation en raison de contraintes budgétaires.

À l'inverse, Moissy-Cramayel affiche une baisse de contribution de 50 %, passant de 1 000 € à 500 €. Toutefois, cette évolution s'explique par le fait qu'en 2023, la commune avait versé l'équivalent de deux exercices. Sa participation annuelle reste donc inchangée.

Cette contribution s'explique par plusieurs facteurs :

Premièrement, notre organisation a réussi à sensibiliser les communes quant à l'importance de leur participation financière pour maintenir notre équilibre budgétaire. Nous avons mis en lumière le fait que sans leur soutien, notre capacité à remplir nos missions serait compromise.

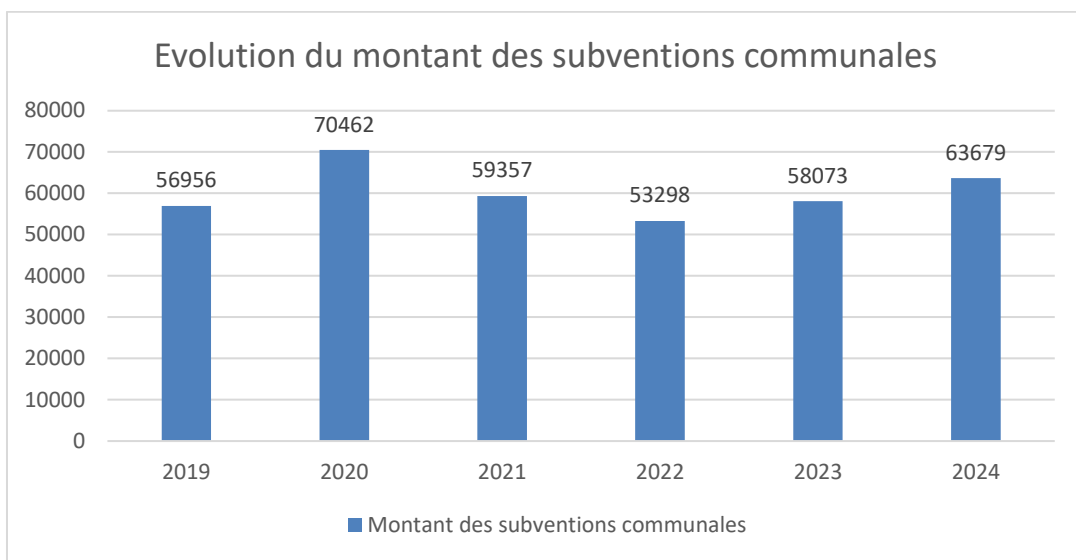
Deuxièmement, cette participation témoigne de la reconnaissance de nos missions et de l'impact positif sur les administrés de notre territoire d'intervention. Les communes sont profondément attachées aux services de proximité pour leurs habitants. Le positionnement de l'association RIVAGE Autonomie s'inscrit dans cette logique et se traduit par le nombre significatif de visites au domicile de nos bénéficiaires, avoisinant les 2000 visites.

Troisièmement, l'augmentation du montant des subventions est principalement due à l'augmentation du nombre de communes participantes et non à une augmentation du montant de la subvention elle-même.

La recherche de subventions communales représente un enjeu majeur indispensable à la stabilité financière de notre association.

Ces fonds sont directement réservés au fonctionnement :

- Du CIC-PAT, dont le financement n'est actuellement pas pleinement assuré par le Département,
- Du Service Evalueur Caisse de Retraite, pour lequel nous avons engagé une salariée à plein temps dans le but de mieux répondre aux besoins des bénéficiaires de notre secteur.



Parmi les 68 communes de notre territoire d'intervention, 33 % contribuent à notre financement en 2024, contre 29 % en 2023. Cela représente 23 communes contributrices cette année, contre 20 l'an dernier, alors que nous constatons déjà une hausse de leur participation.

Cette progression est à mettre en lien avec les actions menées sur le territoire. Leur pertinence n'est évidemment pas à remettre en cause, toutefois, la taille actuelle de l'équipe, ainsi que l'impact direct de ces activités sur l'organisation du travail et l'accompagnement des publics, ne permettent pas de multiplier indéfiniment les lieux d'intervention. La mise en œuvre de ces actions doit donc s'appuyer sur les besoins identifiés dans le diagnostic territorial actualisé en 2023 dans le cadre du CPOM.

Notre présence territoriale s'incarne de la manière suivante :

- Mise en œuvre d'actions d'information et de sensibilisation des communes pour améliorer l'information et le traitement des besoins du public concerné par nos missions,
- Participation active à différentes instances : commissions d'accessibilité, Contrat Local de Santé (CLS), Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS)...
- Création et animation de groupes de parole, d'ateliers.

¹ S'agissant de l'année 2020, il est à préciser que l'association a perçu une subvention de la part de la Communauté de Communes de Brie Rivière et Châteaux de 10000€ supérieure à la subvention habituelle. Il s'agissait là d'un versement tout à fait exceptionnel.

- Représentation du CIC-PAT au sein de divers Conseil d'administration des CCAS de notre territoire.

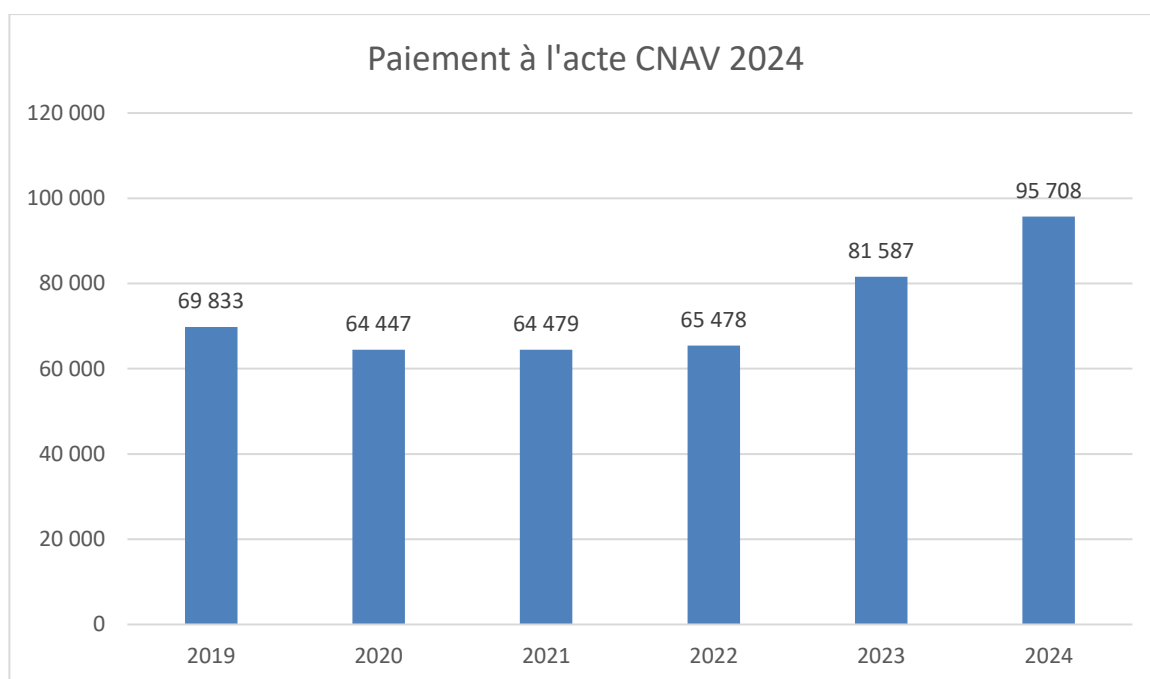
2.3 Les produits issus de l'activité caisse de retraite

En 2024, l'activité du service évaluateur pour la caisse de retraite se compose des éléments suivants :

- 87 200 € de prestations de service,
- 2 028 € de prestations relatives au contrôle de l'effectivité des plans d'aide auprès des bénéficiaires, mission commandée par la CNAV,
- 6 480 € de subvention CNAV dédiée à l'accompagnement des retraités en situation complexe.

Au total, les produits caisse représentent 95 708 € pour 2024, contre 78 914 € en 2023.

Le tableau qui suit retrace l'évolution du paiement à l'acte du Service Evalueur Caisse de Retraite :



Concernant le nombre d'actes issus de la CNAV, nous observons une hausse des prestations de service. Cette augmentation s'explique par 165 visites supplémentaires, alors qu'en 2023, nous

constations déjà une hausse de 62 commandes. Cette évolution est à mettre en lien avec l'introduction du CERFA 16301*01 au niveau national qui permet de solliciter les aides à domicile.

À la page 7 de ce formulaire, une section intitulée « Identification du service compétent » permet au retraité d'autoévaluer son degré d'autonomie et de déterminer ainsi quel service solliciter. Dans les faits, les retraités ont tendance à surestimer leurs capacités, et sollicitent donc les aides de la caisse de retraite, alors que certains devraient dépendre de la compétence du Conseil Départemental.

Cette erreur d'appréciation a pour effet d'augmenter les sollicitations auprès de la caisse de retraite, et donc, par extension, auprès de nos services. Or, l'association se trouve en difficulté quant à la stratégie à adopter car les ressources issues de ce service sont insuffisantes pour financer un second poste dédié à cette activité pourtant chronophage. En outre, ces ressources servent actuellement à compenser les besoins financiers du CIC-PAT, pour lequel nous sommes sous-dotés.

De ce fait, nous recourons à des prestataires externes afin de pouvoir continuer à répondre aux sollicitations et aux besoins des retraités. Cette externalisation représente 148 évaluations sur les 872 réalisées. Ces prestations permettent de faire face à cette activité irrégulière selon les mois, difficile à anticiper.

Le paiement à l'acte pour cette mission évolue de manière aléatoire au fil des ans. Celui-ci est passé de 105€ à 103€ en 2021, puis de 100 € en mars 2022 pour atteindre les 103 € à compter de septembre 2023 sous réserve que l'évaluation soit finalisée dans les délais. Nous sommes toujours en attente de l'avenant qui actera cette revalorisation.

La plateforme EVAL 77 applique un prélèvement sur chaque évaluation effectuée afin de couvrir ses frais de gestion pour :

- Centraliser l'ensemble des évaluations à l'échelle départementale,
- Mandater le territoire concerné par la commande
- Vérifier sa conformité.

Précisons qu'au 1^{er} janvier 2024, le montant versé par la CNAV à la plateforme pour chaque évaluation réalisée est de 131€. Les modalités de calcul des prélèvements pour frais de gestion nous sont présentées par le commissaire aux comptes de la plateforme selon des clés de répartition définies par la plateforme elle-même. Nous n'avons aucun contrôle sur l'organisation mise en place pour expliquer ces frais, ni sur les clés de répartition utilisées. Cette situation pose un véritable problème car elle nous prive d'un manque à gagner.

2.4 Subventions diverses

Les subventions diverses perçues en 2024 sont issues d'appels à projets. Elles représentent un total de 11 296 €. Elles se répartissent comme suit :

Une subvention de 570 € versée par Malakoff Humanis, correspondant au reliquat 2023 attendu pour notre action "Groupe de parole" à Coubert,

Une subvention de 5 496,40 € attribuée par la CAF, destinée à financer le groupe de parole dédié aux parents d'enfants en situation de handicap,

Une aide de 5 230 € issue de la commission des financeurs, allouée au financement du Café de l'entraide à Cesson ainsi qu'à l'atelier d'écriture mené à la médiathèque L'Arcature de Vaux-le-Pénit.

La réponse à un appel à projet implique un investissement conséquent en temps de travail. Cela comprend la rédaction du dossier de demande, la mise en œuvre de l'action, la création des outils dédiés à l'évaluation, ainsi que le rendu des comptes sur les plans administratif et qualitatif, notamment lors des entretiens avec les financeurs.

Si nous tenons à défendre notre engagement auprès des bénéficiaires à travers la mise en place d'ateliers ou de groupes de parole, ce choix mobilise en moyenne 120 heures de travail, réparties entre les professionnels : évaluateurs, animateurs chargés de recueillir les bilans, responsables des invitations, ainsi que les fonctions supports en charge des demandes, justifications et du suivi des financements.

Or, l'animation territoriale fait pleinement partie des missions dévolues par le Conseil Départemental. Nous défendons donc l'idée d'intégrer un budget spécifique à cette mission, afin de ne pas imposer une charge de travail supplémentaire dans un contexte où nos capacités organisationnelles et humaines sont déjà fortement sollicitées.

2.5 Prestation de Compensation du Handicap (PCH)

Afin de renforcer nos compétences en matière d'évaluation, nous avons répondu, en juillet 2023, à un appel à projet lancé par la MDPH, à destination des CIC-PAT du territoire et que nous avons obtenu.

En 2024, cette nouvelle activité se traduit par 2 800 € de produits, correspondant à 10 évaluations réalisées par nos équipes, rémunérées 280 € chacune. Bien que le montant soit modeste, cette diversification de nos activités est à encourager, tant pour améliorer la qualité du service rendu que pour élargir nos sources de financement, dans un contexte budgétaire toujours plus contraint.

3 Les charges d'exploitation

Le total des charges pour 2024 s'élève à 479 473 €, contre 457 367 € en 2023, soit une augmentation limitée à 4,83 %. Cette évolution modérée, dans un contexte inflationniste, reflète une gestion particulièrement rigoureuse, empreinte de prudence. Pour exemple, l'achat de fauteuils ergonomiques, recommandé par la médecine du travail afin d'améliorer les conditions de travail des équipes, a dû être reporté en raison de leur coût. Cette dépense, bien que justifiée, n'a pas pu être engagée en 2024, faute de visibilité sur nos financements, en particulier ceux

dépendant des contributions volontaires des communes et du versement attendu par le Conseil Départemental. Elle sera toutefois reprogrammée pour 2025.

3.1 La politique d'achats

La politique d'achat et d'engagement des dépenses menée a pour objectif la maîtrise des coûts d'approvisionnements et de dépenses professionnelles liées à l'exercice des missions.

Quand cela est possible, les achats sont réalisés dans les commerces de proximité ou la grande distribution (alimentation, certaines fournitures de bureau par exemple).

En ce qui concerne les achats non réguliers des remises commerciales sont négociées à chaque opération. Cette année encore, la recherche du meilleur rapport qualité/prix a impliqué la mise en concurrence régulière des fournisseurs et prestataires de service.

3.2 Achats non stockés

Ce compte regroupe tous les achats non stockables (eau, énergie). Il s'élève à 5211 € cette année, contre 5351 € l'an passé. Il est donc stable.

3.2.1 Electricité

Ce poste est en baisse de 12 % cette année. Nos dépenses d'électricité, déjà considérablement réduites en 2023, poursuivent leur diminution : elles sont passées de 2 689 € en 2022 à 935 € en 2023, puis à 823 € en 2024.

Cette baisse s'explique par la restitution de l'annexe, un local précédemment occupé par trois chargés d'évaluation. Ce bâtiment était particulièrement énergivore en raison de sa grande superficie, de ses volumes importants, de ses nombreux espaces cloisonnés, de ses hauts plafonds et de son chauffage électrique.

En conséquence, nos dépenses énergétiques ont été presque divisées par trois depuis 2022.

3.2.2 Carburant

Les coûts de carburant restent stables, avec 4 416 € en 2023 contre 4 388 € en 2024, soit une variation minime. Un véhicule est dédié à la direction, tandis que les trois autres sont partagés entre les quatre professionnels de terrain.

Il apparaît que ces voitures sont relativement peu roulantes. Toutefois, étant donné que nos professionnels effectuent en moyenne trois visites à domicile par jour, retirer un véhicule mettrait en péril notre capacité à assurer les visites chez les bénéficiaires.

Il convient également de rappeler que notre territoire d'intervention ne permet pas d'avoir recours aux transports en commun. Et même dans les rares cas où cela serait envisageable, le temps de trajet serait fortement rallongé, réduisant d'autant le temps disponible pour l'accompagnement des usagers.

3.2.3 Petits équipements et fournitures administratives

Le poste des petits équipements est passé de 1 396 € en 2023 à 994 € en 2024. En parallèle, le poste des fournitures administratives a augmenté, passant de 4 798 € à 5 631 €. On peut donc considérer que ces deux postes restent globalement stables, les variations s'expliquant essentiellement par des ajustements d'affectation budgétaire.

Concernant le matériel informatique, celui-ci n'apparaît plus dans la section des investissements, tant il est devenu un outil de travail essentiel, utilisé au quotidien et indissociable des déplacements professionnels. De ce fait, il est soumis à une usure rapide et nécessite un renouvellement régulier. Ce poste de dépense peut donc varier de manière significative selon les remplacements ou achats nécessaires.

Il est important de souligner que sans équipement informatique fonctionnel, l'exécution de nos missions serait tout simplement impossible.

3.3 Les services extérieurs

Ces comptes concernent les frais liés aux locations de matériel, aux charges locatives ainsi que les maintenances. Ce groupe d'achats est en baisse de 16% soit 10 581 € d'écart par rapport à l'année dernière.

3.3.1 Les charges de location immobilière

Les charges de location immobilière ont fortement diminué, passant de 3 096 € à 833 € cette année. Cette variation s'explique par la restitution de l'annexe intervenue le 17 novembre 2022.

En 2024, nous avons également bénéficié d'une régularisation de charges datant de 2022, pour un montant de 499,44 € en notre faveur, ce qui a également contribué à la baisse de ce poste.

3.3.2 Location de matériel

En apparence, cette section laisse entrevoir d'importantes variations, à l'image de la location de matériel informatique, qui passe de 15 420 € en 2023 à 5 561 € en 2024. De même, une nouvelle ligne de dépense apparaît en 2024 pour la location de véhicule, d'un montant de 9 353 €, alors qu'aucune dépense de ce type n'était enregistrée sur le bilan de l'année précédente.

Dans les faits, le budget alloué à ces postes reste stable. Ces variations s'expliquent par un changement d'affectation comptable. En 2023, les dépenses liées à la location de véhicules, à l'affranchisseuse et au matériel informatique (dont la photocopieuse) étaient regroupées sous le compte 6135 « location de matériel ». Désormais, ces charges sont réparties plus précisément dans des comptes distincts, qui peut donner l'impression erronée de fluctuations budgétaires.

3.3.3 Entretien et réparation

Ce poste regroupe l'entretien du siège, assuré par une entreprise extérieure, ainsi que les petits frais liés à des travaux courants, tels que le montage de meubles, la pose d'étagères ou encore des interventions mineures sur les installations.

Le poste reste globalement stable, avec une légère baisse de près de 6 %, passant de 2 590 € en 2023 à 2 435 € en 2024.

3.3.4 Entretien immobilier

Parmi les charges notables, une nouvelle ligne apparaît cette année, relative à l'entretien immobilier. Elle correspond à des travaux d'électricité engagés afin de nous mettre en conformité avec les recommandations issues du diagnostic électrique, en réponse à nos obligations d'employeur pour garantir la sécurité des salariés et des bénéficiaires.

Dans la continuité de cette démarche, une formation incendie a été organisée, visant à former le personnel à l'utilisation des extincteurs et à la gestion des risques incendie dans les locaux. Cette dépense est enregistrée au compte 6476 « Formation », que nous commenterons dans une section ultérieure.

3.3.5 Entretien du matériel de transport

La ligne budgétaire « Entretien du matériel de transport » est apparue en 2023 pour un montant de 6 404 €. Ces frais étaient directement liés à la restitution des trois véhicules en leasing. En effet, des dépenses de réparation et de nettoyage ont dû être engagées avant leur retour chez le concessionnaire. De plus, des coûts supplémentaires ont été facturés pour l'usure de la carrosserie et de l'habitacle, considérée comme un dommage par le prestataire.

En 2024, nous avons procédé à la restitution du véhicule de direction auprès de la société de leasing. Peu de frais de remise en état nous ont été facturés, compte tenu de l'état satisfaisant du véhicule. Par ailleurs, nous avons profité de cette restitution pour acquérir un nouveau véhicule en achat direct. Aussi, le poste « entretien du matériel de transport » s'élève désormais à 613 €, correspondant principalement à des frais de nettoyage courant des véhicules.

3.3.6 Assurance

Les frais d'assurance sont passés de 3 868 € en 2023 à 5 852 € en 2024, soit une augmentation significative. Cette hausse s'explique principalement par la revalorisation des contrats d'assurance automobile, en lien avec l'achat d'un véhicule neuf.

Pour ce dernier, nous avons pris le parti d'opter pour une couverture renforcée, incluant toutes les garanties nécessaires en cas d'accident, afin de protéger au mieux le matériel et les personnes.

3.4 Autres services extérieurs

Au total, l'ensemble des honoraires s'élève à 24 400 € en 2024, soit un montant très proche de celui de 2023, qui était de 24 360 €.

En 2024, les honoraires versés à l'expert-comptable et pour les conseils juridiques s'élèvent à 5 002 €, contre 4 440 € en 2023. Les interventions pour les ateliers d'écriture et les ateliers bien-être ont coûté 1 210 € en 2024, soit une légère baisse par rapport aux 1 260 € de l'année précédente. Les honoraires versés aux psychologues, dans le cadre du café partagé et du café de l'entraide, atteignent 4 388 € en 2024, contre 2 880 € en 2023. Les honoraires pour les commissaires aux comptes restent relativement stables, passant de 5 000 € en 2023 à 4 960 € en 2024. La rémunération du sophrologue connaît une hausse, passant de 160 € en 2023 à 460 € en 2024. Les prestations d'évaluation réalisées par nos prestataires représentent un coût de 8 380 € en 2024 pour 148 évaluations réalisées, en baisse par rapport aux 10 620 € de 2023, bien que la rémunération unitaire soit passée de 60 € à 65 € par évaluation.

Dans un souci de sécurisation de nos missions auprès du public, nous avons dû repenser notre organisation interne avec effectivité en mars 2023. Depuis cette date, nos quatre travailleurs sociaux (trois financés exclusivement par le Conseil Départemental et 1 par l'association Rivage Autonomie) portent l'ensemble de l'activité de l'association sans distinction de service.

Cette réorganisation vise à optimiser l'utilisation de nos ressources humaines au quotidien et à sécuriser nos missions en cas d'absence du personnel. A noter que la diversité des publics et les connaissances requises pour l'accompagner rendent difficile tout remplacement de courte durée. La montée en compétence d'une nouvelle recrue nécessite une formation spécifique qui implique de la disponibilité de la part des professionnelles. Cette contrainte n'est pas compatible avec notre volonté d'efficacité auprès des bénéficiaires et renforce notre position concernant la répartition des activités du CIC-PAT et du Servie Evalueur Caisse de retraite sur les 4 travailleurs sociaux de l'association ainsi que le recours aux vacataires en cas de hausse d'activité.

3.5 Les impôts et taxes

Ce poste est en augmentation, passant de 8 898 € à 10 866 € en 2024. Il ne laisse aucune marge de manœuvre, car il regroupe les taxes liées à la formation, aux salaires ainsi qu'aux locaux. À noter qu'en 2022, la restitution de l'annexe avait toutefois permis de réaliser des économies significatives, la taxe foncière, initialement facturée à l'association pour un montant de 2 218 €, ayant été économisée avec la fin du bail commercial.

3.6 Salaires et traitement

Le total de ce poste s'élève à 254 325 € en 2024, contre 246 746 € en 2023, soit une relative stabilité d'une année sur l'autre.

Il est principalement constitué des rémunérations des salariés, en légère hausse en 2024 en raison de l'évolution des carrières, conformément aux dispositions de la convention collective

de la branche de l'aide à domicile. Cette augmentation a toutefois été compensée par une vacance de poste en décembre 2024, ce qui a permis de réaliser une économie partielle.

Ce poste comprend également :

- Les congés payés,
- Les indemnités journalières de Sécurité sociale (IJSS) versées en cas d'arrêt maladie, comme ce fut le cas pour l'une de nos salariées cette année,
- Et une nouvelle mesure : les tickets restaurant, instaurés en 2024 dans une logique de fidélisation des salariés. Ces titres, d'un montant de 8 € par jour de présence, sont pris en charge à 60 % par l'employeur.

L'équipe se compose des fonctions suivantes :

Fonction	ETP
Directrice	1
Adjointe de Direction – en charge de l'accueil	1
Chargées d'évaluation CIC-PAT	3
Chargée d'évaluation financée par l'association	1

3.7 Les charges sociales

Les charges sociales regroupent l'ensemble des contributions versées par l'employeur au titre de la protection sociale des salariés. Elles financent différents dispositifs obligatoires ou facultatifs visant à garantir leur sécurité, leur santé, leur couverture sociale ainsi que leur bien-être au travail.

En 2024, le total des charges sociales s'élève à 109 761 €, contre 102 748 € en 2023. Elles se décomposent comme suit :

Les charges sociales de l'année 2024 s'élèvent à 109 761 €, contre 102 748 € en 2023. Elles comprennent différents postes permettant de financer la protection sociale, la formation et des actions de reconnaissance envers les salariés.

Les cotisations URSSAF s'élèvent à 57 759 € en 2024, contre 56 097 € en 2023. Elles permettent de financer la Sécurité sociale, incluant l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès, les allocations familiales ainsi que la retraite de base.

Les cotisations de retraite complémentaire (Agirc-Arrco) représentent 16 580 € en 2024, contre 16 273 € l'année précédente. Elles garantissent aux salariés un complément de pension, en plus du régime de base.

Les cotisations Pôle emploi, qui financent l'assurance chômage, atteignent 10 601 € en 2024, contre 10 073 € en 2023, assurant l'indemnisation des salariés en cas de perte d'emploi.

La provision sur charges sociales liées aux congés payés diminue fortement en 2024, s'établissant à 240 €, contre 5 390 € en 2023. Elle permet d'anticiper les charges sociales sur les congés acquis mais non encore pris.

Les cotisations de prévoyance s'élèvent à 14 243 € en 2024, contre 13 194 € en 2023. Elles couvrent des garanties complémentaires comme l'arrêt de travail, l'invalidité ou le décès, conformément à la convention collective.

Les frais de séminaires et colloques, qui n'étaient pas présents en 2023, représentent 391 € en 2024. Ils ont pour objectif de soutenir le développement professionnel des équipes et renforcer leur cohésion.

La médecine du travail coûte 857 € en 2024, en baisse par rapport aux 1 022 € de 2023. Cette dépense obligatoire assure le suivi médical des salariés et participe à la prévention des risques professionnels.

Les frais de formation du personnel connaissent une forte hausse : 8 069 € en 2024, contre seulement 200 € en 2023. Cette augmentation est liée au financement des Validations des Acquis de l'Expérience (VAE) de deux salariées ayant obtenu leur certification en 2025, aux frais de formation incendie, ainsi qu'à l'accompagnement de l'adjointe de direction dans sa montée en compétences. Celle-ci, anciennement secrétaire de direction, a vu son poste évoluer avec une délégation en lien avec les ressources humaines afin d'assurer la continuité de service en l'absence de la directrice.

Les cadeaux au personnel représentent 40 € en 2024. Cette somme a été attribuée à la salariée rattachée au service extérieur, en charge de l'entretien des locaux, en reconnaissance de son implication.

Enfin, les chèques cadeaux s'élèvent à 980 € en 2024, en légère baisse par rapport aux 1 060 € de 2023. Bien que leur montant individuel ait été augmenté cette année, seuls 5 ETP ont pu en bénéficier pleinement. Le sixième salarié, nouvellement arrivé, a reçu un montant proratisé en fonction de son temps de présence sur l'année.

Si l'on ajoute aux salaires du personnel (354 325 €), les charges sociales (109 260 €), les impôts liés à la formation continue (5 157 €), ainsi que les taxes sur les salaires (3 502 €), le montant total des frais de personnel pour 2024 s'élève à 372 744 €.

Ces frais représentent environ 77,3 % des charges totales, qui s'élèvent à 479 473 €.

4 Conclusion et perspectives 2024

Notre approche budgétaire pour 2024 a été guidée par un principe de précaution, visant à préserver autant que possible l'équilibre financier de l'association.

Les produits d'exploitation connaissent une progression significative, passant de 470 806 € en 2023 à 530 843 € en 2024, soit une hausse de près de 13 %. Cette évolution positive s'explique principalement par l'augmentation de la subvention du Département, une participation plus importante des communes, ainsi que la croissance de notre activité liée à la caisse de retraite.

Ce soutien financier témoigne de la reconnaissance de la qualité des interventions menées par des équipes fortement mobilisées pour répondre aux besoins des bénéficiaires. Un indicateur illustre cette dynamique : près de 2 000 visites à domicile ont été réalisées en 2024, contre 1200 en 2023.

Les financements issus des communes et des caisses de retraite sont étroitement liés à nos actions d'animation territoriale et à la qualité de l'accompagnement que nous proposons. Toutefois, cette activité repose sur une mobilisation importante des équipes, qui n'est plus compatible, à ce jour, avec les effectifs disponibles. Cette situation a d'ailleurs conduit au départ d'une professionnelle ayant exercé plus de cinq ans au sein de l'association, en raison du nombre d'interventions attendues.

Contrairement aux deux années précédentes, le Conseil Départemental nous a versé la subvention destinée à couvrir les revalorisations de salaire liées à l'application des avenants. Aussi, nous n'avons pas à clore l'exercice budgétaire cette année en provisionnant une subvention que nous serions en attente de percevoir. Cependant, ce versement, ayant vocation à couvrir les exercices 2023 et 2024, étant intervenu tardivement au cours de l'année 2024, nous n'avons pas pu engager les dépenses comme nous l'aurions souhaité et comme nous en aurions eu besoin. L'exercice budgétaire est donc excédentaire, à hauteur de 57882 €.

Si en apparence, le résultat est très favorable, il est pourtant le reflet de l'incertitude dans laquelle nous menons l'exécution du budget. Et pour cause : les subventions prévisibles ne suffisent pas à couvrir les charges qui y sont rattachées, quant aux contributions des communes, elles restent incertaines. Ce contexte nous oblige à adopter une posture de prudence au cas où elles ne seraient pas versées.

De la même manière, notre activité « Caisse de retraite » permet d'éviter un déficit structurel de notre budget. Cependant, cette activité, bien qu'en augmentation, contribue à la fatigabilité des équipes et complique le maintien des effectifs au sein de l'association, malgré une politique RH qui se veut bienveillante.

Il est aussi important de préciser que cette activité relève d'une commande indirecte de la caisse de retraite, car toutes nos relations passent par la plateforme EVAL 77, gérée par l'association RELIAGE, qui porte également le CIC-PAT de Lagny et Meaux, et avec laquelle nous sommes conventionnés.

Or, à ce jour, nous n'avons aucune visibilité sur l'avenir de cette offre de service, qui repose sur une convention pouvant être arrêtée à tout moment.

Enfin, il est important de rappeler que l'activité liée à la caisse de retraite est déficitaire pour l'association si l'on considère uniquement la rémunération à l'acte, qui ne dépasse pas 103 €. Chaque évaluation demande en moyenne 3,5 heures de travail, auxquelles s'ajoutent 30 minutes réalisées par les fonctions support (adjointe et directrice). Cependant, le volume de cette activité

nous permet d'équilibrer notre budget, de proposer une politique RH plus favorable pour les salariés que celle prévue par la branche de l'aide à domicile, et d'agir comme un point d'entrée sur les situations des aînés fragilisés de notre territoire.

La recherche de financements par la réponse à des appels à projet ne peut être considérée comme un moyen de financement pérenne. Rappelons qu'en 2023, la CPAM n'a pas renouvelé la subvention accordée en 2022. Précisons par ailleurs, qu'une partie de la subvention accordée avait été récupérée.

Actuellement, l'association compense le déficit structurel généré par le CIC-PAT grâce au soutien complémentaire du Conseil Départemental, des subventions communales et des produits générés par le Service Evalueur de la caisse de retraite. Cette situation n'est cependant pas sécurisante et nous empêche d'avoir une vision à long terme.

Bien que les négociations concernant le CPOM (Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens) aient été lancées en janvier 2023, elles ont été suspendues en novembre de la même année par le Conseil Départemental qui est dans l'attente des orientations politiques en matière d'autonomie à un niveau national et départemental. Or, cette négociation représente pour nous un enjeu majeur dans la mesure où il nous permettrait de faire valoir les besoins réels du CIC-PAT de Melun selon le cahier des charges rédigé par le Conseil Départemental. La reprise de ces négociations est donc attendue avec impatience.

Si nous parvenons à obtenir les financements requis pour le fonctionnement du CIC-PAT, l'association serait même en mesure de générer des produits d'exploitation grâce au service évaluateur qui voit son nombre de commandes payées à l'acte en nette augmentation.

Pour 2025, il nous faudra repenser l'organisation de nos services afin que les professionnels ne subissent pas la hausse de l'activité, alors même que nous ne disposons pas des effectifs nécessaires pour y faire face.

Étant donné le caractère imprévisible de l'évolution de ces activités, il est nécessaire de renforcer temporairement notre recours à des prestataires pour ce qui concerne les évaluations caisse de retraite, le temps d'obtenir une vision plus claire de nos missions et de notre position au sein de l'organisation territoriale. Cette redéfinition devra se faire en lien avec la loi du 8 avril 2024, qui instaure les services publics départementaux de l'autonomie.

Aussi, concernant les perspectives, nous sommes en attente du positionnement du Conseil Départemental sur l'avenir des CIC-PAT. Il nous a été clairement demandé, en ce début d'année 2025 de ne prévoir aucune nouvelle action dans l'attente de ce retour politique. De ce fait, toute projection à ce stade est impossible.

Claudia BERTHELIER

Directrice de l'Association RIVAGE Autonomie

Anne-Charlotte REBOUSSIN
Commissaire aux Comptes
18, avenue de Stalingrad
94120 Fontenay sous-bois

Rivage Autonomie
Association Régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
24, rue du colonel Picot
77000 MELUN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Rivage Autonomie

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment pour ce qui concerne les disponibilités et plus particulièrement les valeurs de placement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents adressés au Conseil d'Administration

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés au Conseil d'Administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay sous-bois, le 20 mai 2025

Anne-Charlotte REBOUSSIN

Le Commissaire aux comptes

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

ACTIF

Exercice clos le
31/12/2024
(12 mois)

Exercice précédent
31/12/2023
(12 mois)

	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Autres immobilisations corporelles	62 083	35 329	26 754	6,25	3 578	1,01
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres	775		775	0,18	775	0,22
TOTAL (I)	62 858	35 329	27 529	6,43	4 353	1,23
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	42 580		42 580	9,95	22 014	6,21
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	2 476		2 476	0,58	26 877	7,58
Valeurs mobilières de placement	139 215		139 215	32,53	139 215	39,28
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	210 074		210 074	49,09	156 234	44,09
Charges constatées d'avance	6 077		6 077	1,42	5 693	1,61
TOTAL (II)	400 423		400 423	93,57	350 034	98,77
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	463 281	35 329	427 952	100,00	354 387	100,00

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

PASSIF

Exercice clos le
31/12/2024
(12 mois)

Exercice précédent
31/12/2023
(12 mois)

FONDS PROPRES

Fonds propres sans droit de reprise	18 321	4,28	18 321	5,17
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles	104 522	24,42	104 522	29,49
. Réserves pour projet de l'entité	58 898	13,76	58 898	16,62
. Autres	62 299	14,56	43 376	12,24
Report à nouveau	57 882	13,53	18 923	5,34
Excédent ou déficit de l'exercice	301 923	70,55	244 041	68,86
Situation nette (sous total)				

Fonds propres consommables
Subventions d'investissement
Provisions réglementées

TOTAL (I) 301 923 70,55 244 041 68,86

FONDS REPORTES ET DEDIES

Fonds reportés liés aux legs ou donations	7 805	1,82	7 805	2,20
Fonds dédiés	7 805	1,82	7 805	2,20
TOTAL (II)				

PROVISIONS

Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL (III)				

DETTES

Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	36 448	8,52	27 244	7,69
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	81 776	19,11	75 271	21,24
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			27	0,01
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL (IV)	118 224	27,63	102 541	28,93
Ecarts de conversion passif (V)				

TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V) 427 952 100,00 354 387 100,00

ENGAGEMENTS REÇUS

Legs nets à réaliser :
- acceptés par les organes statutairement compétents
- autorisés par l'organisme de tutelle
Dons en nature restant à vendre

ENGAGEMENTS DONNÉS

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
--------------------	---	---	-----------------------------------	---

	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
- Ventes de biens						
- dont ventes de dons en nature						
- Ventes de prestations de services						
- dont parrainages						
Produits de tiers financeurs						
- Concours publics et subventions d'exploitation						
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable						
- Ressources liées à la générosité du public						
- Dons manuels						
- Mécénats						
- Legs, donations et assurances-vie						
- Contributions financières						
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges						
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits						
	94 953		75 257		19 696	26,17
	431 100		394 088		37 012	9,39
	4 790		1 461		3 329	227,86
Total des produits d'exploitation (I)	530 843		470 806		60 037	12,75
CHARGES D'EXPLOITATION:						
Achats de marchandises						
Variations stocks						
Autres achats et charges externes						
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés						
Salaires et traitements						
Charges sociales						
Dotations aux amortissements et aux dépréciations						
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés						
Autres charges						
	99 654		96 298		3 356	3,49
	10 866		8 898		1 968	22,12
	254 325		246 746		7 579	3,07
	109 761		102 748		7 013	6,83
	3 880		1 807		2 073	114,72
	12		62		-50	-80,64
Total des charges d'exploitation (II)	478 498		456 558		21 940	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	52 345		14 248		38 097	267,38
PRODUITS FINANCIERS:						
De participations						
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
	2 448		2 112		336	15,91
	4 064		3 372		692	20,52
Total des produits financiers (III)	6 512		5 484		1 028	18,75
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements						
Total des charges financières (IV)						
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	6 512		5 484		1 028	18,75

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	58 857	19 732	39 125	198,28
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)				
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)				
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)				
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	975	809	166	20,52
Total des produits (I + III + V)	537 355	476 290	61 065	12,82
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	479 473	457 367	22 106	4,83
EXCEDENT OU DEFICIT	57 882	18 923	38 959	205,88

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature	15 351	15 399		
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL	15 351	15 399		
CHARGES :				
Secours en nature	6 576	5 625		
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations	8 775	9 774		
Personnel bénévole				
TOTAL	15 351	15 399		

RIVAGE - AUTONOMIE

24 RUE DU COLONEL PICOT

77000 MELUN

ANNEXES

Aux comptes annuels présentées en Euro

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Préambule

L'Association RIVAGE - AUTONOMIE a pour objet :

- d'être un lieu d'information, d'accueil, d'orientation pour les personnes âgées et/ou en situation de handicap, leurs familles et les aidants
- d'assurer si besoin est, des évaluations multidisciplinaires au domicile des personnes âgées et/ou en situation de handicap
- de favoriser la concertation, l'échange, la coordination afin d'organiser des réponses adaptées aux besoins et aux attentes des personnes âgées et/ou en situation de handicap
- de recenser; mobiliser et organiser l'ensemble des informations, des moyens et des services rendus concernant les personnes âgées et/ou en situation de handicap
- de mettre en place des groupes de réflexion ou des groupes projets afin de réussir une politique fondée sur la préservation de l'autonomie des personnes âgées et/ou en situation de handicap, ainsi que la reconnaissance de son rôle et de sa fonction dans la société
- de participer à l'information et à la formation des personnes âgées et/ou en situation de handicap, de leurs familles, des aidants naturels, professionnels et bénévoles
- de favoriser les échanges avec les réseaux inter-hospitaliers, les réseaux thématiques et les institutions d'enseignement et de recherches publiques ou privées
- de formaliser le partenariat avec les établissements sanitaires, médico sociaux et institution par convention
- de créer un observatoire pour améliorer la démarche qualité, pour être un interlocuteur sur le plan départemental et national
- de susciter toute action novatrice répondant aux besoins exprimés par les personnes

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 427 951,60 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 57 882,03 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 08/04/2025 par les dirigeants.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	1 an
Conception logo	1 ans
Agencements, aménagements des terrains	4 ans
Matériel de bureau	de 3 à 5 ans
Matériel de transport	5 ans

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.3 - Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

2.2.4 - Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Aucune provision n'a été constatée au cours de l'exercice écoulé.

2.2.5 - Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentée en Euro
- Avec comptes substitués

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				62 083
Immobilisations corporelles	35 027	27 056		775
Immobilisations financières	775			62 858
TOTAL	35 802	27 056		

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. gén., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	2 044	7		2 050
Matériel de transport		517		517
Matériel de bureau et informatique	29 406	3 356		32 761
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	31 449	3 880		35 329
TOTAL GENERAL (I+II)	31 449	3 880		35 329

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers			
Autres créances			
Charges constatées d'avance	6 077	6 077	
TOTAL	6 077	6 077	

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentée en Euro
- Avec comptes substitués

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

3.4 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	42 580
Subventions / financements	
Autres produits à recevoir	
TOTAL	42 580

3.5 - Etat des valeurs mobilières de placement

Valeurs mobilières de placement	Val. comptable	Val. à la clôture	+Value latente	-Value latente
valeurs mobilières	139 215			
TOTAL	139 215			

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentée en Euro
- Avec comptes substitués

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	18 321				18 321
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	163 420				163 420
Dont générosité du public					
Report à nouveau	43 376	18 923			62 299
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	18 923	-18 923	57 882		57 882
Dont générosité du public					
Situation nette	244 041		57 882		301 923
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	244 041		57 882		301 923
TOTAL dont générosité du public					

AOE

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentée en Euro
- Avec comptes substitués

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées - à l'exerice - aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association		62 299
SOLDE		62 299

4.3 - Fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générositédu public	7 805					7 805	
TOTAL	7 805					7 805	

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentée en Euro
- Avec comptes substitués

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.4 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	36 448	36 448		
Dettes fiscales & sociales	81 776	81 776		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	118 224	118 224		

4.5 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	6 730
Dettes fiscales & sociales	52 854
Autres dettes	
TOTAL	59 584

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentée en Euro
- Avec comptes substitués

5 - Notes sur le compte de résultat

5.1 - Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
Conseil départe	Fonctionnement	294 338	294 338			
Commune	Fonctionnement	63 679	63 679			
CNAV	Fonctionnement	6 480		6 480		
Conseil départe	Avenant 43	55 397	55 397			
Subventions div		11 296	11 296			
TOTAL		431 190	424 710	6 480		

Eléments significatifs ou importants

ACE

6 - Autres informations**6.1 - Rémunération des cadres dirigeants**

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

6.2 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	2	
Non Cadres	3	
TOTAL	5	0

6.3 - Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 4980 E.

RIVAGE Autonomie - 24, rue du Colonel PICOT - 77000 MELUN 2025

Charges		2025	Produits		2025
60 Achats		11 000,00 €	70 Rémunérations des services		96 000,00 €
Produits d'entretien		500,00 €	CNAV - Prestations à l'acte (700 éval)		80 000,00 €
Eau, gaz, Edf		1 200,00 €	Autres Caisses de retraite - Prestations à l'acte		
Carburant		4 500,00 €	EVAL77 - Prestations à l'acte		
Fournitures et de petit équipement		2 800,00 €	Autres produits CNAV (mission spécifique)		8 000,00 €
Matériel informatique		2 000,00 €	CNAV - Prestations à l'acte Contrôle forfaitaire		8 000,00 €
61 Services externes		56 300,00 €	74 Subventions (toutes les subv. reçues)		353 821,00 €
Loyers des locaux		15 000,00 €			
Entretien des locaux (ménage)		2 400,00 €	subvention départementale		294 338,00 €
Charges locatives		3 500,00 €			
Entretien matériel (véhicule)		1 500,00 €			
Location de matériel		16 000,00 €			
Maintenance		12 000,00 €			
Primes d'assurance		5 000,00 €			
Documentation / Etudes / recherches		300,00 €			
Frais colloques / séminaires		600,00 €			
62 Autres services externes		37 150,00 €			
Honoraires / rémunération d'intermédiaire		29 000,00 €			
Communication (documents loi 2002)		3 000,00 €			
Frais de transports et déplacements		500,00 €			
Missions / Réceptions		1 200,00 €			
Personnel détaché					
Parking		50,00 €			
Frais postaux / téléphone		2 800,00 €			
Autres services bancaires		400,00 €			
Cotisations		200,00 €			
63 Impôts et taxes		11 000,00 €			
Taxes sur salaires		4 000,00 €			
Autres impôts et taxes		2 000,00 €			
Uniformation		5 000,00 €			
64 Frais du personnel		397 371,00 €	Communes :		51 450,00 €
Rémunérations brute		260 767,00 €			
Indemnités et avantages					
Charges patronales		123 404,00 €			
Formation		4 000,00 €	Autres subventions		8 033,00 €
Médecine du travail		1 100,00 €	conférence des financeurs AAP 1		3 498,00 €
Action sociale		8 100,00 €	conférence des financeurs AAP 2		2 230,00 €
			conférence des financeurs AAP 3		2 305,00 €
Autres charges de gestion					
65			75 Autres produits de gestion		3 000,00 €
			Autres (OPCA VAE)		3 000,00 €
Charges financières		- €	76 Produits financiers		- €
66 Charges exceptionnelles		- €	77 Produits exceptionnels		60 000,00 €
			Subvention attendue du département		60 000
67 Dotation		- €	78 Reprise		- €
Dotation aux amortissements			Reprise sur amortissements		
68			Reprise sur provisions		
Dotation aux provisions					
Total des dépenses		512 821,00 €	Total des recettes		512 821,00 €

- Dépenses de personnels 77,00%

Ratios ---> Dépenses de personnels = ((compte 64 : frais de personnel) / (total des dépenses)) x 100

"Certifié exact"

Présidente
Martine NOUAILLE

Trésorière
Christianne CHAMPENOIS